

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/702511/article/2025-10-02/marie-lecocq-quy-t-il-de-plus-urgent-que-dinvestir-dans-notre-survie>

Marie Lecocq : « Qu’y a-t-il de plus urgent que d’investir dans notre survie ? »

La coprésidente d’Ecolo fustige le « choix de société » des majorités actuelles au fédéral et en Wallonie. Elle pointe l’absence de toute préoccupation pour le changement climatique alors que l’opinion s’inquiète et s’engage et que les entreprises veulent avancer. Article réservé aux abonnés

Entretien -

Par [Michel De Muelenaere](#), [Stéphane Vande Velde](#)

02/10/2025

Le climat a-t-il disparu des priorités politiques ? Alors que le fédéral et les trois Régions tentent de se mettre d’accord sur un plan belge – qui pourrait s’avérer insuffisant pour atteindre les objectifs européens – la vaste Coalition Climat remobilise ce dimanche. Et le sondage du *Soir* montre que six Belges sur dix attendent une action plus résolue des autorités. Marie Lecocq, coprésidente d’Ecolo, lance la charge.

Disparue du paysage, la question climatique ?

Aujourd’hui, la question qui se pose, ce n’est pas l’engagement ou la présence de la question du climat. C’est, en réalité, celle des politiques publiques. Le changement climatique est déjà complètement dans nos vies. Un Belge sur cinq dit avoir déjà été confronté – lui, un voisin ou un proche – à un événement météorologique extrême, comme une inondation ou une sécheresse. Et, de manière plus insidieuse, [une personne sur deux dit adapter ses choix de vacances au dérèglement climatique](#). On change de destination pour ne pas avoir trop chaud ou pour ne pas être confronté à la sécheresse. Il est faux de dire que la question climatique n’existe plus, qu’elle est complètement passée sous le radar. En réalité, [on s’est adapté](#). D’une certaine manière, le dérèglement climatique est devenu une donnée affectant nos vies aujourd’hui. Et ce qui manque cruellement, c’est l’action politique.

Par ailleurs, on constate que les citoyens sont super actifs : 80 % des Belges disent agir pour le climat. Et ça passe par des actions spécifiques : 43 % achètent par exemple plutôt leurs vêtements en seconde main. Et on peut parler des habitudes de mobilité qui changent, du covoiturage, etc.

Enfin, des entreprises sont les premières à répondre quand un ministre climatosceptique réclame une pause environnementale. Ce sont elles qui disent à monsieur Clarinval qu’elles refusent qu’on freine ou arrête les mesures environnementales. Au contraire, elles veulent qu’on aille plus loin. Et quand je parle d’entreprises, ce ne sont pas des petites coopératives alimentaires. Ce sont des Carmeuse, des Velux... des employeurs locaux. Et au niveau européen, même des EDF, Unilever et Ikea signent des lettres adressées à l’Union européenne réclamant des réglementations plus fortes

sur le plan environnemental parce qu'elles savent que le dérèglement climatique nuira à leur modèle économique.

C'est au niveau politique que cela coince ?

Il y a un total décalage entre ce que font ou sont prêts à faire une majorité des gens et des acteurs économiques, et ce que font les gouvernements. Une véritable dystopie : on ne peut même pas parler de pause de l'action climatique, mais bien de grande régression. Au niveau fédéral, on a perdu toute ambition climatique. En Wallonie, on a fait marche arrière sur plusieurs dossiers : le tram de Liège, les primes à la rénovation, le budget biodiversité... Le fédéral a gardé un plan mais a enlevé tous les chiffres, on se bagarre avec les Régions pour des clopinettes. Au niveau des Régions, la Flandre arrive à 40 % et non pas à 47 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme c'est prévu dans les engagements européens. En Wallonie, on supprime les extensions du tram de Liège, on diminue les budgets de la politique en matière de biodiversité. On suspend les primes à la rénovation. Une décision qui a non seulement un impact important sur le climat de manière générale mais surtout sur la manière dont les gens habitent et sur un secteur économique qui a perdu une grande partie de ses financements et de ses contrats.

En fait, Les Engagés et le MR ne travaillent pas pour protéger, pour faciliter le quotidien des gens, ou leur permettre de faire de meilleurs choix pour l'environnement. Par contre ils travaillent très clairement pour ceux qui possèdent déjà, pour ceux qui s'accaparent, pour les élites financières. Ils font des cadeaux fiscaux aux plus grands patrons qui gagnent plus que le Premier ministre. Ils font des choix budgétaires très clairs en faveur de certains plutôt que d'autres. C'est une dystopie vraiment violente.

Soyons clairs, du MR je n'attends rien. Ce parti n'a jamais caché que la question environnementale et la santé ne figurent pas dans leurs préoccupations. Mais il y a de la part des Engagés une vraie forme d'opportunisme. Ce sont des opportunistes de la question climatique : ils ont fait campagne sur le sujet et aujourd'hui, non seulement ils suivent les politiques du MR, mais ils ne s'activent pas alors qu'ils sont à la manœuvre et ont une responsabilité et des pouvoirs politiques énormes.

Mais les sondages montrent aussi que les gens sont plutôt réticents face à des mesures qui dérangent leur quotidien ou risquent d'avoir un impact sur leur portefeuille...

Ils ont raison ! Au quotidien, ils constatent qu'on permet à certains d'avoir des gestes complètement déplacés par rapport à la planète et à l'avenir, comme les 2.000 vols en jet privé en Belgique. C'est d'abord sur ces excès qu'il faut mettre la priorité. Les gens se positionnent particulièrement sur des petits gestes parce que c'est ce qu'on leur raconte depuis des années : on a déplacé la responsabilité sur les individus et on a permis à l'Etat de s'en laver les mains. Or, c'est la responsabilité de l'Etat et non pas de chacun avec ses petits moyens, d'amener les solutions et de les faciliter.

La question climatique est en fait l'illustration d'un choix de société qu'on porte. Le gouvernement actuel a décidé d'être brutal, de faire le jeu de chacun pour soi, le jeu de ceux qui ont le plus, qui vont continuer à gagner le plus et à pouvoir se prémunir au mieux des risques climatiques. C'est le choix du gouvernement à l'égard du monde du travail, des secteurs économiques, du monde de la santé. C'est ce qu'il tente de faire par rapport à l'enseignement. Ce modèle MR-Engagés, pour qui il existe des citoyens de seconde zone qui peuvent être moins protégés que d'autres, se marque aussi dans un recul sur le climat. Il faut sortir de cette logique individualiste, purement libérale, à

l'opposé du monde que nous voulons construire. Notre choix, c'est un modèle de société qui vise à protéger, à investir pour trouver des solutions et qui vise à rendre à l'Etat son rôle de pourvoyeur de possibilités, à la fois pour les entreprises et pour la population.

Trouver normal que l'Etat réfléchisse à une politique industrielle permettant d'assurer des emplois ; soutenir les agriculteurs et les agricultrices dans leur métier ; juger que manger une alimentation sans poison, c'est juste du bon sens et que l'Etat doit l'assurer... Que ceux et celles qui pensent cela viennent marcher le 5 octobre !

Mais certaines entreprises vont aussi à contre-courant...

Bien sûr. Il s'agit d'une question de modèle de société. Il y a ceux qui vont gagner et ceux qui vont perdre dans cette histoire. Et donc dès qu'on parle de rétablir de l'égalité, de la justice sociale sur les questions environnementales, je comprends que des grandes entreprises favorisées par les cadeaux fiscaux de l'Etat n'aient pas envie que ça change. Je comprends que ceux qui s'accaparent des ressources aujourd'hui n'aient pas tellement envie de nous entendre parler de transition juste. C'est normal.

Mais aucun plan climat ne remet en cause les objectifs des mesures qui ont été prises, la TVA sur les pompes à chaleur qui baisse, un nouveau régime de primes à la rénovation est annoncé en Wallonie...

(Elle sourit, NLDR.) Quand on sait citer les projets des gouvernements, c'est qu'il n'y en a pas assez... L'été qu'on vient de passer ne doit pas nous inciter à seulement diminuer la TVA sur les pompes à chaleur. Ce serait risible si ce n'était pas aussi grave. Trente-neuf personnes sont décédées dans les inondations en Wallonie en 2021. Ce chiffre est gravé dans ma tête et c'est une des raisons pour lesquelles je me lève tous les matins. C'est le chiffre qui me met en colère. Parce que ce n'est pas n'importe qui est décédé. Et ça, de nouveau, c'est un choix sociétal, c'est un choix politique.

La Belgique ne fait-elle pas tout ce que les autres pays font : vu les circonstances, donner la priorité au développement économique, à la compétitivité, aux réformes...

De quelles circonstances parle-t-on ? En fait, les circonstances aujourd'hui, c'est le Bureau fédéral du Plan qui dit que le dérèglement climatique va nous coûter 5 % du PIB. Si on ne fait rien, c'est 30 milliards. On a réussi à trouver 34 milliards pour la défense, pour un risque potentiel. Le dérèglement climatique, ce n'est pas un risque potentiel, c'est un risque certain. C'est déjà aujourd'hui.

On ne peut pas avoir une bonne gestion budgétaire et faire semblant que l'enjeu environnemental et climatique ne représente pas un coût immense pour nos finances publiques. Le Bureau du Plan, l'OCDE... tout le monde fait les mêmes calculs. Même les entreprises. Moi, ceux qui m'alertent le plus sur ces coûts cachés et invisibles de la dégradation de l'environnement, c'est le monde économique.

On peut en même temps assainir et investir pour le climat ?

Un budget sain, c'est un budget qui répond aux objectifs de ce que doit faire l'Etat : protéger, anticiper, faire grandir, aider, accompagner. Ça, c'est un budget sain.

Il y a des recettes, il y a des dépenses, il faut équilibrer...

Trente milliards de fraude et d'évasion fiscales, 13 milliards sur les subsides aux énergies fossiles ! Des possibilités budgétaires, il y en a et il y a toujours eu. Qu'on ne vienne pas me faire croire que c'est une question budgétaire, parce que sinon on ne trouve pas 34 milliards comme ça pour la défense. Sinon, on ne donne pas 250 millions par an de cadeaux fiscaux. Moi, je ne sais pas dans quoi il est plus urgent d'investir que dans l'assurance qu'on puisse survivre. Je me pose cette question depuis très longtemps. Qu'y a-t-il de plus essentiel, qu'y a-t-il de plus central dans la mission de l'Etat ? On sait que les euros investis dans des politiques d'adaptation reviennent dans le secteur économique. Ce sont des euros dépensés en moins dans les politiques de santé, dans les politiques de mobilité par exemple. Il y a un cercle vertueux par rapport à ces investissements-là.

Si on a une vraie discussion budgétaire, on prend tous les éléments, y compris ce que ça nous coûte de devoir gérer des événements météorologiques extrêmes, de devoir payer la facture de la pollution dans nos soins de santé... Sinon, on assume qu'aujourd'hui la discussion budgétaire est en fait un paravent pour un choix de société très clair. Et ce n'est pas le nôtre.

Marie Lecocq : « En six mois, on ne change pas la perception des écologistes par les citoyens »

Refondation en route mais encore peu visible, sondages apathiques, la situation d'Ecolo, sorti terriblement affaibli des dernières élections, inquiète-t-elle sa coprésidente ? Celle-ci semble rester sereine.

Par [Michel De Muelenaere](#), [Stéphane Vande Velde](#)

Temps de lecture: 4 min

Les marches pour le climat ont un certain poids. Mais on ne réédite plus les grandes marches de 2018-2019. Elles n'attirent plus que les convaincus ?

On verra... Mais, tous les jours, je rencontre des gens en colère qui me disent qu'ils n'ont pas voté Ecolo, mais qui sont fâchés parce que, selon eux, les politiques actuelles vont à l'inverse de ce pour quoi ils pensaient avoir voté. Et cette colère-là, elle va s'exprimer. Est-ce que ce sera à travers la marche climat ou les autres espaces de colère ? Peu importe. Regardez la pétition contre les pesticides. On pensait qu'il n'y aurait pas de mobilisation, on a récolté plus de 30.000 signatures. C'est énorme !

Selon notre sondage, les questions climatiques sont toujours au centre des préoccupations des gens. Mais les intentions de vote pour Ecolo ne décollent pas. Comment l'expliquez-vous ?

C'est une réalité. On a été les premiers à faire ce constat. On doit changer profondément parce qu'on n'est plus reconnus comme porteurs politiques d'une aspiration. C'est pourquoi on s'est lancés dans une grande transformation. On sait qu'on doit réinventer notre manière de faire de la politique. Mais cette réflexion est vraie aussi pour d'autres formes d'engagement en dehors des partis politiques ou pour d'autres partis politiques.

Cette refondation n'a, pour l'instant, aucun impact sur les sondages. Est-ce inquiétant ?

Non, car l'objectif n'est pas là aujourd'hui. On travaille pour pouvoir être reconnus comme porteurs d'ambition citoyenne. Mais le constat est tellement grave qu'on ne peut pas s'imaginer qu'en six mois il y ait une révolution dans la perception des écologistes par les citoyens. Et comme on est devenus un parti plus modeste, on a moins d'expression médiatique, moins d'élus. Nos capacités d'action ne sont donc plus tout à fait les mêmes.

On parle de dissensions internes à la suite de quelques départs, dont celui du directeur politique...

On parle de deux personnes qui ont quitté pour des raisons personnelles. Elles en ont encore le droit. Il n'y a pas de dissensions en interne. Samuel et moi travaillons toujours avec la conviction de mener la transformation du parti.

Aux récentes Fêtes de Wallonie, le ministre-président Adrien Dolimont (MR) a fustigé « l'écologie punitive »...

Cela ressemblait à une déclaration d'un chef de l'opposition. Le MR et les Engagés ont dans leurs mains les leviers pour changer les choses. Que le MR soit 50 ans en arrière sur les questions écologistes et environnementales, cela ne surprendra personne.

Tout le monde parle de réconcilier l'économie et l'écologie. Mais à la fin, c'est généralement cette dernière qui passe au second plan...

Que tout ne soit pas conciliable, c'est une réalité. Et la politique, c'est faire des choix. Choisit-on une politique industrielle qui prend en compte les limites planétaires ? Choisit-on de mettre en place une sécurité sociale qui prend en compte les risques écologiques ? Ou est-ce qu'on se dit : « Taïaut, on s'en fout, on continue comme ça et on verra bien ce qui se passe ? » Pire que cela : on choisit de favoriser certains acteurs plutôt que d'autres. C'est cela que le gouvernement fait. Il ne dit pas : « Je favorise l'économie. » Mais : « Je favorise certains acteurs de l'économie en situation de dominance sur le marché. » En fait, la question économique, c'est une question de choix : dans quel secteur investir, et dans quel secteur désinvestir. Oui, on veut avoir de l'emploi durable, non délocalisable, qui apporte de la plus-value sur notre société. Mais pas de l'emploi lié à des ressources qui vont s'affaiblir ou disparaître, ou des activités qui ont un impact trop important sur l'environnement. C'est une question de choix politique.

Mais Ecolo, lorsqu'il était au gouvernement, a-t-il réussi à faire ces choix ?

Je pense que Bruxelles est un bon exemple. Le gouvernement sortant, avec des ministres écologistes, a eu la volonté d'utiliser tous les outils publics possibles pour orienter l'économie bruxelloise vers une économie circulaire, durable, qui a une valeur ajoutée dans la société bruxelloise, très ouverte vers l'extérieur.